

Gerrit Maton est le représentant d'Entraide et Fraternité en Haïti. Rapatrié quelques jours après le séisme, il repart ce mardi à Port-au-Prince pour mettre en place un plan d'action pour soutenir les organisations haïtiennes dans leurs efforts de reconstruction et planifier l'aide structurelle des cinq prochaines années.

### **Dans quel état d'esprit repars-tu à Port-au-Prince ?**

Je suis impatient de me mettre au travail mais la situation sur place est toujours très difficile. Si mon domicile à Port-au-Prince a été épargné par le tremblement de terre, il n'y a pas d'eau potable, pas d'électricité. Nous avons un générateur mais il faudra trouver du fuel pour le faire fonctionner. De même l'approvisionnement est toujours difficile. Je pars donc avec une grosse valise contenant non pas des vêtements mais des denrées de base, des spaghettis, des boîtes de thon, de sardines...

### **Une situation toujours très difficile à Port-au-Prince donc ?**

Oui. L'approvisionnement est très aléatoire. Il y a de la nourriture dans certains supermarchés et encore pas tous les jours, pour l'essence et l'électricité c'est la même chose. Les prix ont augmenté de 50% voire 60%. Par exemple une marmite de riz qui coûtait avant le séisme 200 gourdes vaut maintenant 300 gourdes (la monnaie locale).

### **Dans ce contexte difficile que vas-tu faire concrètement ?**

Je vais d'abord reprendre contact avec une série d'organisations partenaires d'Entraide et Fraternité mais aussi de Broederlijk delen (pendant néerlandophone d'EF). Il faut relancer le travail. Trouver de nouveaux locaux, du matériel de bureaux (fax, ordinateur, connection internet, papier), rétablir les moyens de communication, discuter avec les responsables pour que je puisse me faire une idée de la situation globale. L'Institut Culturel Carl Levêque et la Plateforme haïtienne pour un Développement Alternatif ont déjà repris le travail. Ces deux organisations sont pour le moment hébergées dans les locaux d'une autre organisation. Ils s'occupent d'aide d'urgence pour le moment. Elles gèrent des petits centres de quartier qui apportent une aide médicale aux sinistrés, des médicaments et de la nourriture.

Ensuite il faudra répondre aux besoins de chacun et surtout restructurer le travail des organisations. Car s'il faut reconstruire les bâtiments il faut aussi reconstruire la société civile haïtienne.

### **Quelles sont les priorités ?**

Il faut faire le suivi financier des projets qui étaient déjà financés avant le séisme. Beaucoup d'organisations ont perdu toute leur comptabilité. Nous allons les aider à la restaurer. Ensuite il faudra établir un nouveau plan d'action qui tienne compte de la nouvelle situation et des nouveaux besoins.

Beaucoup de personnes ont quitté la capitale pour se rendre dans les campagnes dans leurs familles. Il faut soutenir les organisations paysannes des campagnes pour que les paysans qui aident leur famille mais qui ne bénéficient pas de l'aide alimentaire d'urgence ne souffrent pas à leur tour de la faim dans quelques mois quand leurs stocks seront épuisés.

### **Le travail politique est également une priorité ?**

Les organisations haïtiennes profitent aussi des projecteurs braqués sur leur pays pour intensifier leur travail de lobby politique. Elles plaident toutes pour que la souveraineté nationale d'Haïti soient restaurée. Ce travail de lobby veut mettre en avant l'importance stratégique de l'agriculture paysanne dans le contexte actuel : pour nourrir le flux de gens qui ont quitté Port-au-Prince pour les campagnes ; pour freiner, à moyen terme,

l'exode vers la capitale ; et assurer la Souveraineté Alimentaire comme levier de la souveraineté nationale et substitut à l'aide alimentaire d'urgence.

**Apporter un soutien sur le long terme est donc indispensable ?**

Oui il faudra longtemps avant qu'Haïti qui est un pays très pauvre se remette de cette catastrophe. La population et les organisations haïtiennes auront encore besoin de notre soutien pendant de longues années. Les plans d'action que nous construisons ensemble avec les organisations partenaires visent un développement économique et social sur les 5 prochaines années.